

Billet à classer dans la catégorie : *Dénonçons —courageusement— LA PRATIQUE DES COMLOTS (c'est-à-dire une des principales et éternelles modalités concrètes de la lutte des classes), plutôt que dénoncer —lâchement— « la théorie du complot » (c'est-à-dire une expression inventée et diffusée par la CIA dans les années 60 pour discréditer facilement tous les lanceurs d'alerte, accusés en bloc de paranoïa, et protéger ainsi les comploteurs de la classe dominante)...*

Voici des semaines que je dévore un livre essentiel (sur le très nécessaire — mais très défilant — contrôle des pouvoirs à travers le monde et les époques) et que je veux vous en parler. C'est un livre bouleversant, et très documenté (des milliers de notes commentées, pour sourcer et prouver tout ce qui y est décrit et analysé).

Il s'agit du dernier livre de [Peter Dale Scott](#), professeur et diplomate canadien (il a 86 ans), qui travaille sur son sujet depuis 40 ans... Son titre est :

« L'État profond américain. La finance, le pétrole et la guerre perpétuelle. »



On peut trouver [sur le site Demi-Lune \(petit éditeur courageux et qu'il faut soutenir pour cela\) des extraits](#) absolument essentiels de ce livre que nous devrions tous avoir lu et qui devrait ensuite alimenter nos conversations quotidiennes.

Avec l'accord de l'éditeur, je vais reproduire ici quelques uns de ces extraits que je trouve fondamentaux, ce qui va faire un billet long à lire, pardonnez-moi, mais je voudrais vraiment attirer votre attention sur l'importance cardinale de ce livre pour comprendre ce qui nous arrive sur terre, notre dépossession politique de plus en plus caricaturale et les guerres impériales de plus en plus inévitables notamment.

Sur la forme du livre, je signale que ce livre est très bien fabriqué : il est parfaitement imprimé et très solidement relié, ce qui le rendra résistant aux nombreux mouvements et annotations que vous ne manquerez pas de lui imposer au cours de votre lecture enfiévrée ☐ Il est prêt à ne plus vous quitter pendant des semaines sans se désintégrer (comme le font honteusement les livres d'autres éditeurs comme [GF - Granier Flammarion](#) dont je maudis l'imprimeur relieur, grand gougnafier et grand saccageur de chefs-d'œuvre devant l'éternel, dont TOUS les livres s'autodétruisent dès la lecture des premières pages, grrr...). Le livre de Peter Dale Scott, lui, édité par Demi-Lune, est un vrai livre qui est fait pour être lu (et donc manipulé dans tous les sens). Pardon d'avoir insisté sur ce détail (qui compte pour moi).

Pour ceux qui n'aiment pas lire, Peter Dale Scott, parfaitement bilingue, a donné un entretien très intéressant sur son travail dont voici la vidéo (d'une heure) :

<httpv://youtu.be/i4dcmJALM8k>

Voici donc les extraits de ce livre que je vous recommande chaleureusement :

• **La 4^{ème} page de couverture :**

S'appuyant sur plus de quatre décennies de recherches, Peter Dale SCOTT nous offre une analyse inédite de « l'État profond américain », un système informel et méconnu, dont l'influence sur l'Histoire contemporaine est absolument majeure. En dehors du cadre légal, celui-ci conditionne secrètement, souvent illégalement, les politiques officielles de l'Etat public à Washington – voire les contredit ou les neutralise. Observateur politique de premier plan, SCOTT décrit le processus de militarisation croissante des États-Unis, en particulier depuis le 11-Septembre. Il explique également l'origine de la « dérive sécuritaire » (écoutes et surveillance illégales, détentions arbitraires massives, usage de la torture, assassinats ciblés) et de l'accroissement des inégalités de revenus que connaît ce pays depuis la guerre du Vietnam.

L'État profond constitue aujourd'hui un système quasi institutionnalisé dans des agences (comme la CIA et la NSA) qui échappent au contrôle démocratique. Mais il ne se limite pas à ces services secrets, et l'auteur décrit notamment l'influence excessive d'entreprises privées telles que Booz Allen Hamilton (l'ex-employeur d'Edward Snowden) et la SAIC, 70 % des budgets du Renseignement aux États-Unis étant aujourd'hui sous-traités. Derrière ce système opaque, où la distinction entre « public » et « privé » semble pour le moins ténue, il retrace l'influence traditionnelle des banquiers et des avocats de

Wall Street alliés aux « supermajors », les plus grandes compagnies pétrolières internationales. Il explique ainsi comment les pétromonarchies du golfe Persique, les entreprises de défense états-uniennes et Wall Street ont formé ensemble et progressivement un État profond supranational – qui mène des politiques parfois radicalement opposées aux intérêts nationaux des États-Unis, de son peuple et de ses institutions.

Un travail remarquable qui clôt avec brio la trilogie entamée avec *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine*...

- **Le dossier de présentation du livre :**

<http://www.editionsdemilune.com/media/presse/Dossier-de-presse-Etat-profond-americain-OPT.pdf>

- **Éloges et critiques + Sommaire :**

Éloges et critiques

« L'État profond américain résume plus de quatre décennies de recherches menées par Peter Dale Scott sur les aspects les plus obscurs de la Politique profonde aux États-Unis. Il en résulte une perspective inédite sur le véritable système de gouvernance dans ce pays. **Son analyse est méticuleuse, brillante et magistrale** »

- **Daniel Ellsberg**, « l'homme qui fit tomber Nixon », auteur de *Secrets : A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*

« Une nouvelle fois, Peter Dale Scott met en lumière les dessous de l'État profond américain à travers cette **étude passionnante et fondamentale**. Cet ouvrage explique comment et pourquoi nous avons perdu le contrôle de la politique étrangère des États-Unis et comment elle est en train de détruire notre démocratie. **Ce livre indispensable est le fruit de recherches brillantes et raisonnées**, qui achèvent de nous convaincre que nous ne pouvons sauver notre République sans identifier les forces profondes qui nous ont imposé leurs règles depuis bien longtemps – et ce d'une manière encore plus brutale et dramatique depuis le 11-Septembre. »

- **Richard Falk**, professeur émérite de Droit international à l'Université de Princeton, et à l'Université de Californie, (Santa Barbara) ; Rapporteur spécial du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies pour les Territoires palestiniens

« Peter Dale Scott est **l'universitaire le plus audacieux dans l'étude des structures de pouvoir qui dirigent les États-Unis**. Dans cet ouvrage, il démarre ses recherches là où le pionnier Charles Wright Mills s'était arrêté, mettant en lumière un sombre labyrinthe de pouvoir – un monde obscur qui est devenu encore plus arrogant et violent depuis l'époque de l'« élite de pouvoir » et du « complexe militaro-industriel ». Nous ne pouvons comprendre le fonctionnement réel du pouvoir sans nous aventurer dans la description révélatrice que Scott nous offre à travers L'État profond américain. »

- **David Talbot**, fondateur du site d'information Salon.com

« Lorsque s'écrit la véritable Histoire intellectuelle de notre époque, **Peter Dale Scott sera reconnu pour sa perspicacité et son honnêteté**. Dans L'État profond américain, Scott perçoit une nouvelle fois la réalité de manière précise, brillante et courageusement intègre, nous alarmant sur nos fatales illusions. Il s'agit de **l'un des livres les plus importants de notre époque**. »

- **Roger Morris**, ancien membre du Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis sous les présidences de Lyndon Johnson et de Richard Nixon

« Peter Dale Scott analyse en profondeur chaque aspect du système orwellien de sécurité nationale – de la surveillance extrajudiciaire aux détentions arbitraires, en passant par la loi martiale. Il montre comment les services de renseignement et l'armée des États-Unis sont dorénavant impliqués de façon permanente dans le maintien de l'ordre. Pour l'essentiel, ce système opaque – c'est-à-dire le gouvernement secret – est ce que Scott appelle l'« État profond ». Il s'agit de l'influent secteur qui éclipse les institutions démocratiques. Pourtant, les agences publiques [la NSA, la CIA, le JSOC, le Pentagone, etc.]

qui forment cet État profond n'en représentent qu'un seul niveau. En effet, leur pouvoir provient également de leurs connexions cruciales en dehors du gouvernement – comme le montre l'exemple de la CIA, qui est solidement ancrée à Wall Street. (...) **Tout est dans ce livre. Une lecture absolument obligatoire.** »

- **Pepe Escobar**, correspondant itinérant pour *Asia Times* (Hong Kong) et auteur de *Empire of Chaos*

« **Depuis longtemps, Peter Dale Scott a été un pionnier** dans l'étude méthodique de l'État de sécurité nationale et de son influence occulte dans tous les domaines de la politique étrangère et intérieure des États-Unis. Avec ce nouvel ouvrage, il se surpasse en offrant une analyse véritablement complète de l'empiètement croissant d'un 'État profond' incontrôlé dans le système politique démocratique de ce pays, depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui. (...) Il s'agit d'un **travail brillant et incisif, une lecture obligatoire** pour tous ceux qui souhaitent comprendre les interactions entre le capitalisme mondialisé, la sécurité nationale et les objectifs douteux des services de renseignement les plus puissants, mais aussi les plus secrets. »

- **Nafeez M. Ahmed**, spécialiste des questions de ressources énergétiques, de terrorisme, et de sécurité internationale, auteur de *La Guerre contre la vérité*

« Dans cet **excellent livre**, Peter Dale Scott montre comment les restrictions imposées par le Congrès des États-Unis aux services de renseignement US ont entraîné la fusion de l'État profond américain avec des services étrangers, afin d'opérer depuis d'autres pays. (...) L'auteur explique comment le pétrole saoudien et les contrats d'armement US ont pérennisé une relation spéciale entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. (...) L'État profond américain a toujours été lié aux banquiers de Wall Street et aux supermajors, l'ancien directeur de la CIA Allen Dulles en étant l'archétype – lui qui voyait les dirigeants politiques élus comme des nationalistes à l'esprit étroit, incapables de gérer les affaires politiques globales. »

- **Ola Tunander**, professeur de Relations internationales, à Oslo (PRIO).

« Peter Dale SCOTT nous offre **sa dernière dissection des sombres entrailles du gouvernement des États-Unis.** (...) **Un ouvrage alarmant et stimulant.** »

- **Publishers Weekly**, revue professionnelle hebdomadaire, équivalent US de *Livres Hebdo*

sommaire

- Remerciements
- Acronymes
- Note au sujet de la couverture de l'édition originale 17
- Avant-propos de l'auteur 21

1. Le Projet Jugement dernier, les événements profonds et l'érosion de la démocratie aux États-Unis 25

- La sociodynamique des pouvoirs répressifs dans les sociétés impériales 30
- Un pouvoir incontrôlé : la CIA et le retour de la connexion narcotique globale 33
- La « Continuité du Gouvernement » (COG) et l'occupation militaire des États-Unis 35
- L'État profond américain 38

2. L'État profond, le supramonde de Wall Street et les supermajors 41

- L'État profond, le gouvernement de l'ombre et le supramonde de Wall Street 44
- La longue histoire du supramonde de Wall Street 46
- L'État profond et le financement des opérations clandestines de la CIA 47
- Les commissions occultes de Lockheed et les clients de la CIA : les Pays-Bas, le Japon, l'Italie, l'Indonésie et l'Arabie saoudite 49
- L'Iran en 1953 : comment une opération du cartel pétrolier est devenue une mission de la CIA 51
- La CIA, Booz Allen Hamilton et le supramonde de Wall Street 55
- La CIA, Miles Copeland et Adnan Khashoggi 57
- Khashoggi, Edward K. Moss et la corruption politique 59

- Moss, Khashoggi, le Safari Club et le supramonde international 62
- L'État profond, le Safari Club et la BCCI 63
- Les supermajors, l'Arabie saoudite, le Safari Club et la défaite du Président Carter en 1980 65
- L'État profond et la dissimulation autour de la BCCI 67
- Conclusion : un État profond supranational 69

3. Le Projet Jugement dernier : comment la COG a supplanté la Constitution des États-Unis le 11-Septembre 71

- La mise en œuvre de la COG le 11-Septembre 75
- La militarisation du maintien de l'ordre aux États-Unis 81
- La proclamation d'urgences nationales permanentes 82
- La participation de Cheney et de Rumsfeld au comité secret de planification de la COG 83
- La COG, l'état d'urgence nationale et le *National Emergencies Act* 85

4. La prétendue guerre « contre » le terrorisme (1^{re} partie): l'Histoire profonde de la protection par les États-Unis d'Ali Mohamed, un terroriste d'al-Qaïda 89

- L'intervention du FBI auprès de la GRC pour qu'elle libère Ali Mohamed (1993) 94
- La libération d'Ali Mohamed : un événement profond ignoré par les médias aux États-Unis 96
- Une Histoire des États-Unis à deux niveaux : l'Histoire officielle et l'Histoire profonde 98
- La protection plus ancienne d'Ali Mohamed par le FBI et le gouvernement des États-Unis 100
- Le centre al-Kifah, Ali Mohamed et le flux de jihadistes vers l'Afghanistan 102
- La dissimulation par le FBI des liens d'Ali Mohamed avec le meurtre de Meir Kahane 103
- La protection d'Ali Mohamed par le FBI dans l'attentat à la bombe contre le World Trade Center en 1993 105
- Le soutien des États-Unis, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite au réseau Maktab al-Khadamat 107
- La cible d'al-Kifah en 1993 : la Bosnie et non l'Afghanistan 109
- Al-Kifah, al-Qaïda, le Tadjikistan et la drogue 110
- La protection du centre al-Kifah par les États-Unis visait-elle à faciliter le financement et l'envoi de jihadistes à l'étranger ? 113

5. La prétendue guerre « contre » le terrorisme (2^e partie) : la protection et l'utilisation d'al-Qaïda par l'État profond et les pétromonarchies 115

- Le soutien de l'Arabie saoudite au Maktab al-Khadamat et plus tard à al-Qaïda 115
- Quel prince saoudien aida un Oussama ben Laden privé de passeport à quitter l'Arabie saoudite ? 118
- Les divergences entre le Département d'État et la CIA sur la question de l'Afghanistan – et les intérêts pétroliers 121
- Les opérations clandestines et le pétrole en Asie centrale 122
- Ben Laden, Ali Mohamed et la famille royale saoudienne 124
- Le financement de ben Laden par la famille royale saoudienne, incluant son transfert au Soudan 125
- La protection de Mohammed Jamal Khalifa, le beau-frère d'Oussama ben Laden, par les États-Unis et l'Arabie saoudite 128
- La protection de Khaled Sheikh Mohammed, une figure centrale d'al-Qaïda, par les États-Unis et le Qatar 130
- La protection fédérale de deux pirates de l'air présumés du 11-Septembre 133
- Une dissimulation permanente de la vérité qui s'est poursuivie après le 11-Septembre 136
- Le complexe pétrolier américano-saoudien et la défense du système des pétrodollars 138
- Conclusion : un nouveau désordre mondial 141

6. La guerre de terreur des États-Unis : la CIA, le 11-Septembre, l'Afghanistan et l'Asie centrale 143

- La guerre de terreur de Bush et la falsification des renseignements 143
- La guerre de terreur et le projet de domination globale de Donald Rumsfeld, Dick Cheney et Paul Wolfowitz 146
- La dissimulation autour du 11-Septembre et le rôle de la CIA dans le laisser-faire de ces attentats 151
- Les accords de liaison avec d'autres services de renseignement 155

- Retour en arrière : le Safari Club et William Casey 158
- Les accords de liaison et la protection de Khaled al-Mihdhar et de Nawaf al-Hazmi 163
- Richard Blee avait-il un objectif inconnu pour dissimuler les renseignements ? 166
- Le SOCOM avait-il un objectif inconnu pour stopper le programme *Able Danger* ? 167
- La récurrence des événements profonds derrière les engagements militaires des États-Unis 169
- L'impact du 11-Septembre sur le Droit international et états-unien 170
- Post-scriptum 172

7. Comment l'État profond s'est imposé aux Présidents successifs des États-Unis (1961–1980) 175

- L'État profond, les événements profonds et la violence 175
- L'hostilité de l'armée et de la CIA envers les stratégies présidentielles successives (1961–1980) 180
- La Révolution Reagan et le « consensus de Washington » 185

8. Les événements profonds structurels : JFK, le Watergate, l'Irangate et le 11-Septembre 189

- Les comportements bureaucratiques malveillants comme facteur ayant contribué à l'assassinat de JFK ainsi qu'au 11-Septembre 193
- Le même type de comportements bureaucratiques malveillants autour du 11-Septembre 196
- L'élargissement des pouvoirs répressifs à la suite des événements profonds 198
- Des recoupements de personnel entre les événements profonds successifs 201
- Un dénominateur commun aux événements profonds structurels : le Projet Jugement dernier et la COG 202

9. L'État profond américain, les événements profonds et leurs sources de financement occulte 209

- L'État profond américain 214
- La CIA et le pouvoir du portefeuille 216
- Les fonds provenant des contrats d'armement 218
- Khashoggi, le Safari Club, la BCCI et le supramonde international 219
- Les clauses secrètes dans les contrats d'armement 220
- *L'accord AWACS* 221
- *L'accord al-Yamamah* 222
- Les financements offshore et la continuité des événements profonds 222
- *La contre-surprise d'octobre de 1980* 223
- *Le scandale de l'Irangate (dont le financement des Contras, les ventes d'armes illégales à l'Iran et le soutien des moudjahidines en Afghanistan)* 224
- *Le 11-Septembre* 227
- Conclusion : l'État profond américain aujourd'hui 229
- Post-scriptum 230

10. L'État sécuritaire incontrôlé des États-Unis : la continuité de la planification de la COG (1936–2001) 233

- Hoover, McCarthy et notre hystérie du Jugement dernier 233
- La source du pouvoir illicite de Hoover : la Division du Renseignement du FBI 243
- Les pouvoirs de Hoover et le renforcement de l'État dualiste aux États-Unis 247
- Hoover et les origines de la planification des internements de crise de la COG 249
- Comment les plans d'internement de Hoover furent intégrés à la planification nationale de crise (COG) 251
- L'évolution de la préparation de la loi martiale : le plan *Garden Plot*, l'opération *Cable Splicer* et la FEMA 254
- Le Système national de communications et le Projet Jugement dernier 255

11. L'État sécuritaire incontrôlé des États-Unis et l'illégalité 259

- L'utilisation par Hoover de méthodes illégales pour combattre le Ku Klux Klan 263
- La fin du Hooverisme et les débats de la période de l'après-guerre du Vietnam 269
- Le débat sur les pouvoirs secrets dans la transition entre l'après-guerre du Vietnam et la présidence Reagan 272

- Le Hooverisme et l'hystérie du Jugement dernier : une différence instructive 275
- L'expansion des pouvoirs secrets depuis le 11-Septembre 277
- Conclusion 278

12. Pourquoi les citoyens des États-Unis doivent stopper les guerres auto-génératrices de leur pays 283

- Les dérives de la *Pax Britannica* à la fin du XIX^e siècle 285
- La *Pax Americana* à l'aune de la *Pax Britannica* 290
- L'alliance secrète entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, et la guerre « contre » le terrorisme 293
- Le soutien de l'Arabie saoudite aux terroristes 296
- L'exemple du Mali 297
- Une opportunité pour la paix, et l'insécurité comme principal obstacle à celle-ci 298
- Que doit-on faire ? 301

Épilogue. Théâtre grec - Mario Savio et la quête socratique 307

- Annexes 313
- Notes 315
- Bibliographie sélective 407
- Index 414

• Avant-propos de l'auteur pour l'édition française :

avant-propos de l'auteur

Les États-Unis, la France et l'État profond international

L'État profond américain devrait être une préoccupation universelle, et particulièrement en France. Ce système renforce le milieu supranational des super-riches (le « supramonde »), dont seulement 80 d'entre eux possèdent autant que 3,5 milliards d'êtres humains.¹ Grâce à la croissance récente et colossale de la richesse à travers le monde, ceux qui composent l'« élite de pouvoir globalisé » réunie chaque année au Forum de Davos ont aujourd'hui plus d'influence sur la gouvernance mondiale que ceux qui siègent à l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les participants de Davos n'ont pas besoin de donner leurs instructions à l'État profond américain, qui s'est structuré pour satisfaire les intérêts de Wall Street et d'autres milieux, dont celui du crime organisé.² Certains éléments de ce supramonde font partie des « élites de l'ombre, dont l'influence découle de moyens illicites ou non conventionnels. »³ D'autres acteurs, tels que le vendeur d'armes saoudien Adnan Khashoggi * – qui fut autrefois appelé « l'homme le plus riche du monde » – font partie intégrante de l'Histoire de l'État profond américain.

Depuis l'après-guerre, ce système de gouvernance opaque et informel s'est progressivement internationalisé. Dans les années 1980, William Casey – le directeur de la CIA sous la présidence Reagan – contourna sa propre agence pour financer la guerre secrète contre les Soviétiques en Afghanistan. Pour ce faire, il eut recours aux services de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), une multinationale bancaire corrompue et impliquée dans le trafic de drogue global, qui était enracinée au Pakistan, au Luxembourg, en Arabie saoudite, ainsi qu'à Abou Dhabi. Plus récemment, des éléments de l'État profond américain – notamment la puissante entreprise de services pétroliers Halliburton –, se sont mis à l'abri de la supervision des autorités US en délocalisant leurs sièges sociaux dans les capitales moins régulées du golfe Persique.⁵

Pendant deux décennies, depuis l'attentat à la station Saint-Michel du RER B en 1995 jusqu'à ceux de *Charlie Hebdo*, de Montrouge et de l'Hyper Cacher début 2015, la France a souffert du terrorisme. La vague d'attentats de l'été 1995 en France fut perpétrée par d'anciens moudjahidines ayant combattu en Bosnie ; le chapitre 4 de ce livre décrit comment cette campagne bosniaque a notamment été soute-

nue par le centre al-Kifah de Brooklyn, New York – qui était alors protégé par les autorités US.⁶ Dans cet ouvrage, je retracerai l'historique de la protection et du soutien clandestins, par les États-Unis, de réseaux terroristes pourtant considérés comme ennemis.

Ce processus est étroitement lié à la prétendue guerre « contre » le terrorisme lancée par George W. Bush en 2001, et menée avec la coopération de l'Arabie saoudite, du Qatar et du Pakistan. Or, les élites de ces trois pays ont été les principaux soutiens financiers et politiques des réseaux jihadistes que les États-Unis sont censés avoir combattus jusqu'à présent. Dans le même temps, les plus farouches opposants à ces terroristes sunnites – les gouvernements d'Irak, de Libye, de Syrie et d'Iran – ont été renversés (Irak et Libye), déstabilisés avec l'appui des États-Unis et de la France (Syrie) ou sanctionnés et menacés en tant qu'éléments de l'« Axe du Mal » (Iran). Selon des estimations crédibles, cette guerre « contre » le terrorisme aurait engendré *au moins* 1,3 million de morts en Afghanistan, en Irak et au Pakistan depuis 2001 – une campagne militaire globale que j'ai rebaptisée « guerre de terreur » dans le chapitre 6 de cet ouvrage.⁷

La stratégie commune des États-Unis et de l'Arabie saoudite dans la défense du système des pétrodollars a sous-tendu ces politiques perverses et dangereuses. Ainsi, les importations de pétrole du golfe Persique – qui sont réglées en dollars – ont été compensées par les exportations d'armes vers les pétromonarchies, dont le royaume des Saoud qui en fut le premier importateur en 2014.⁸ Comme je l'explique dans ce livre, une part des profits de ces contrats d'armement ont été utilisés pour financer des opérations clandestines, comme l'Iran-Contra ou la guerre secrète en Afghanistan dans les années 1980.

Dans ce contexte de guerre perpétuelle, il est urgent que les citoyens des États-Unis – mais aussi de la France et plus largement de l'Europe – fassent pression sur leurs gouvernements pour stopper cette stratégie basée sur le pétrole et les armes. Il est donc indispensable de mieux comprendre ce système de l'État profond, et c'est l'un des principaux buts de ce livre.

Peter Dale Scott.

• et puis l'extrait du chapitre 1 (ne ratez surtout pas ça) :

<http://www.editionsdemilune.com/media/extraits/l-etat-profond-americain/EDL-EPA-Extraits-chapitre-1.pdf>

chapitre 1 : Le Projet Jugement dernier, les événements profonds et l'érosion de la démocratie aux États-Unis

« Je suis conscient de la possibilité d'instaurer une véritable tyrannie aux États-Unis. Nous devons donc nous assurer que cette agence [la National Security Agency], et toutes celles qui possèdent ces technologies, opèrent dans un cadre légal et sous une supervision appropriée, de sorte que nous ne tombions jamais dans cet abîme. Y sombrer serait sans retour. »

– Sénateur Frank Church (1975)

Ces dernières années, j'ai été de plus en plus préoccupé par l'interaction entre trois tendances alarmantes et déterminantes dans l'Histoire contemporaine des États-Unis. La première est la militarisation croissante de ce pays, et essentiellement sa propension, voire son obsession, à s'engager dans des guerres néfastes et inutiles. (Comme l'ancien Président Jimmy Carter l'a expliqué avec pertinence, « le reste du monde considère presque unanimement les États-Unis comme le principal fauteur de

guerre. »)¹ La deuxième tendance, qui lui est étroitement liée, est l'érosion progressive de la politique publique et de l'État de droit, du fait qu'ils sont subordonnés – y compris sur notre territoire – aux exigences des opérations clandestines états-uniennes à l'étranger.

La troisième tendance, elle aussi étroitement liée aux précédentes, est l'influence majeure de ce que j'ai appelé les « événements profonds » sur l'Histoire des États-Unis – une influence de plus en plus nocive. Il s'agit d'événements qui, dès le départ, sont entachés de mystère, comme l'assassinat du Président Kennedy, l'effraction du Watergate ou le 11-Septembre. Par ailleurs, ils impliquent systématiquement

quement des actes criminels ou violents, et ils sont intégrés dans les processus clandestins des services spéciaux. Enfin, ils ont pour conséquence d'étendre la part secrète de l'État, et ils font ensuite l'objet de dissimulations systématiques dans les médias grand public et dans les archives internes du gouvernement.

Il existe un facteur liant l'assassinat de JFK, le Watergate, la « contre-surprise d'octobre » de 1980 visant à empêcher la réélection du Président Carter, l'affaire Iran-Contra et le 11-Septembre. Il s'agit de l'implication, dans les coulisses de tous ces événements profonds, d'individus ayant participé à la planification de crise la plus secrète et importante des États-Unis. Depuis les années 1950, on désigne celle-ci comme le programme de la « Continuité du Gouvernement » (COG pour *Continuity of Government*) – plus communément appelé le « Projet Jugement dernier » au Pentagone. La mise en œuvre des mesures de la COG le matin du 11 septembre 2001 fut l'aboutissement de plusieurs décennies de cette planification. Elle a eu comme conséquences la militarisation permanente du territoire des États-Unis, de même que l'instauration de processus et d'institutions ayant pour objectif d'imposer l'hégémonie de ce pays à l'étranger.

Ces dernières décennies, en étudiant ces événements profonds à mesure qu'ils survenaient, je me suis intéressé aux liens qu'ils pouvaient avoir entre eux. Dorénavant, il est possible de démontrer en quoi chacun fut lié aussi bien à celui qui le précédait qu'à l'occurrence suivante.

Dans ce chapitre, je souhaiterais approfondir cette analyse, en proposant un cadre théorique qui permette d'étudier les forces immuables derrière les événements profonds les plus importants. Il s'agit ainsi de comprendre dans quelle mesure ces forces ont contribué à la prédominance politique de ce qui était appelé autrefois le « complexe militaro-industriel ». C'est pourquoi je tenterai de décrire certaines lois informelles qui déterminent la sociodynamique de chacune des grandes sociétés que l'on appelle les « empires ». Celles-ci déploient leur excès de puissance pour s'étendre au-delà de leurs propres frontières en imposant leurs volontés aux autres peuples. De façon prévisible, ce processus d'expansion génère des tendances propres aux institutions impériales et aux individus luttant pour s'élever dans leurs hiérarchies. Aux États-Unis, ce phénomène a transformé le complexe militaro-industriel : d'une menace en marge de l'ordre social, il est progressivement devenu une force omniprésente qui domine celui-ci.

Par ce cadre théorique, j'espère convaincre les lecteurs que notre Histoire récente est, à certains égards, plus simple qu'elle n'y paraît – notamment dans les médias. Notre société, du fait de ses réussites économiques et de l'expansion qui en découle, a engendré des forces impersonnelles à la fois en dedans et en dehors d'elle-même. Jusqu'à présent, celles-ci ont transformé notre démocratie électorale en un empire répressif. Et parmi ces forces évoluent celles qui sont à l'origine des événements profonds.

Je suis loin d'être le seul à percevoir cette dégradation politique aux États-Unis, notamment en termes de processus décisionnels. Un tel phénomène, reflétant le déclin des empires du passé, fut décrit de manière approfondie par le regretté Chalmers Johnson :

« Une abondance de preuves démontre que, dans la décennie suivant la fin de la guerre froide, la politique étrangère des États-Unis s'est considérablement éloignée de la diplomatie, de l'aide au développement, du Droit international et des institutions multilatérales. La plupart du temps, elle s'est au contraire matérialisée par les intimidations, la force militaire et les manipulations financières. »²

Cependant, mon analyse va plus loin que celles de Chalmers Johnson, Kevin Phillips, Andrew Bacevich et d'autres observateurs. En effet, elle vise à démontrer que les trois principaux événements profonds – l'assassinat de JFK, le Watergate et le 11-Septembre – ne furent pas seulement des symptômes de ce déclin démocratique aux États-Unis, mais qu'ils en ont été des facteurs importants.

À l'instar de Michael Lind, certains auteurs ont remarqué que, depuis longtemps, deux différentes cultures politiques avaient prévalu aux États-Unis. Celles-ci sous-tendent les divergences politiques entre les citoyens de ce pays, de même qu'entre divers secteurs de l'État.³ L'une de ces cultures est principalement égalitaire et démocratique, favorisant le renforcement juridique des droits de l'Homme aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger. La seconde, bien moins admise mais profondément enracinée, priorise et enseigne le recours à la violence répressive. Visant à maintenir l'« ordre », elle est dirigée à la fois contre la population des États-Unis et contre celles du Tiers-Monde.

Dans une certaine mesure, on peut retrouver ces deux mentalités dans chaque société. Elles corres-

pondent à deux exercices opposés du pouvoir et de la gouvernance, définis par Hannah Arendt comme la « persuasion par arguments » face à la « contrainte par la force ». Se conformant à Thucydide, Arendt attribue l'origine de ces principes à la « manière grecque de gérer les affaires intérieures, la *persuasion* (ttsiGshiv), ainsi [qu'à] la conduite habituelle des affaires étrangères, centrée sur la force et la *violence* ((3ia). »⁴ Dans un autre essai, Arendt écrivit que « la violence et le pouvoir [persuasif] ne sont pas identiques. (...) Le pouvoir et la violence sont à l'opposé l'un de l'autre ; là où l'un règne d'une manière absolue, l'autre est absent. »⁵

On peut considérer que l'apologie, par Hannah Arendt, du pouvoir persuasif comme fondement d'une société constitutionnelle et ouverte est aux antipodes de la défense – par le professeur de Harvard Samuel P. Huntington – d'un pouvoir de l'ombre autoritaire et coercitif comme prérequis de la cohésion sociale. Ce pouvoir coercitif prôné par Huntington constitue donc l'antithèse du pouvoir ouvert et persuasif. Selon lui, « le pouvoir ne peut rester fort que lorsqu'il est maintenu dans l'ombre ; lorsqu'il est exposé à la lumière du jour, il commence à s'évaporer. »⁶

Arendt admirait la Révolution américaine, puisqu'elle avait abouti à la création d'une Constitution visant à assurer l'encadrement du pouvoir politique par l'ouverture et la persuasion. Au contraire, dans l'Afrique du Sud ségrégationniste, Huntington conseilla le gouvernement Botha dans la mise en place d'un puissant appareil d'État sécuritaire non soumis au contrôle public. Nous pourrions dire qu'Arendt était une théoricienne du pouvoir constitutionnel, et Huntington du « pouvoir de l'ombre ». Ce dernier est l'essence même de ce que j'ai voulu signifier en me référant à « l'État profond » – une expression que j'ai empruntée à la Turquie en 2007. Il s'agit d'un pouvoir qui ne provient pas de la Constitution, mais de sources extérieures et supérieures à celle-ci, et qui est « plus puissant que l'État public. »⁷ En 2013, le retour de l'armée à la tête de l'Égypte, de même que les révélations sur la surveillance de la NSA par Edward Snowden, ont donné de la valeur à la notion d'État profond. Celui-ci a été défini dans un éditorial du *New York Times* comme « [un] niveau de gouvernement ou de super contrôle difficilement perceptible qui se maintient quel que soit le résultat des élections et qui est susceptible de contrecarrer les mouvements sociaux ou les changements radicaux. »⁸ À partir du chapitre 2, j'approfondirai mon analyse et ma définition de l'État profond.

Écrivant durant les manifestations et les émeutes des années 1960, Arendt aussi bien qu'Huntington craignaient que l'autorité traditionnelle ne soit en danger. En effet, Arendt la percevait comme étant menacée par le « déclin [contemporain] de la tradition et de la religion ». Un demi-siècle plus tard, je dirais que l'État profond représente un bien plus grand péril pour l'équilibre social. En revanche, il est un atout majeur pour ceux qui, à la droite de l'échiquier politique, invoquent l'autorité au nom de la sécurité, de la tradition et de la religion. Nous avons pu observer l'implication massive des États-Unis dans un mouvement de domination et d'exploitation du reste du monde, notamment par les méthodes clandestines et hors-la-loi de l'État profond. Ainsi, les processus persuasifs ouverts, qui ont constitué l'idéal traditionnel de ce pays dans la gestion de ses affaires intérieures, ont été de plus en plus subordonnés à la violence autoritaire.

Comme je le montrerai dans ce livre, les mécanismes horizontaux de la démocratie ont été graduellement supplantés par les processus verticaux de l'État profond. Or, j'ai tendance à penser que les pressions immuables de l'Histoire vont dans l'autre sens : celui de l'atténuation de la violence par les forces de persuasion. Par exemple, la Russie tsariste s'est transformée en un système anachronique voué à l'effondrement car il lui manquait un enracinement populaire. Je souhaiterais un meilleur avenir pour les États-Unis.⁹

La tendance actuelle au renforcement d'un pouvoir vertical, répressif ou violent est idéologiquement défendue comme étant un moyen de garantir la sécurité et la stabilité sociale, alors qu'au contraire, il les menace. Comme Kevin Phillips et d'autres auteurs l'ont démontré, les empires bâtis sur la violence ou la répression ont tendance à triompher puis à s'effondrer, bien souvent avec une rapidité surprenante.¹⁰ Selon la thèse centrale de ce chapitre, le pouvoir répressif est instable par essence, en ce qu'il engendre des forces dialectiques à la fois en dedans et en dehors de lui-même. De par le monde, le pouvoir répressif a favorisé la création de ses propres ennemis, comme le démontrent les exemples de la Grande-Bretagne (en l^{nde}), de la France (en Indochine) et de la Russie (en Europe de l'Est).

Mon argument central est que l'expansionnisme d'un pays hors de ses frontières engendre le développement d'un pouvoir répressif. Ce phénomène a des conséquences prévisibles, qui dépassent les intentions de quiconque évoluant au sein de ce système. Des agences récemment mises en place et mal

supervisées appliquent des politiques contradictoires à l'étranger, dont le résultat global est habituellement coûteux et néfaste – non seulement pour la nation ciblée, mais également pour les États-Unis.

Ce constat s'applique tout particulièrement aux agences clandestines, dont l'usage du secret induit que des politiques controversées prolifèrent sans coordination ou sans contrôle. Essentiellement, depuis 1945, l'Asie a été la principale région dans laquelle la CIA a outrepassé ou ignoré les directives politiques du Département d'État. Comme je le documente dans *La Machine de guerre américaine*, les interventions de l'Agence sur le continent asiatique – en particulier celles qui ont mené aux guerres du Laos, du Vietnam et d'Afghanistan – ont favorisé le développement d'une connexion narcotique globale de la CIA (que j'ai appelée dans des travaux précédents un « 'sombre quadrant' de pouvoirs incontrôlés »).

Cette connexion narcotique globale, abondamment financée par les revenus des trafics et de la violence illégale, a un intérêt majeur dans les interventions étrangères des États-Unis – en particulier dans ces guerres ingagnables, qui aggravent les conditions de non-droit nécessaires à la prolifération du trafic de drogue. Il est donc parfaitement logique que cette connexion narcotique ait continuellement favorisé la création d'un empire global états-unien – que la plupart de nos concitoyens n'ont jamais demandé. Plus particulièrement, ce « sombre quadrant » a contribué à chacun des principaux événements profonds, dont l'assassinat du Président Kennedy, le cambriolage du Watergate et les attaques du 11-Septembre. Ces événements ont encouragé la militarisation de ce pays, ainsi que l'affaiblissement de ses institutions démocratiques.²²

La « continuité du gouvernement » (cog) et L'occupation militaire des États-Unis

Comme je l'ai écrit précédemment, deux mentalités conflictuelles ont sous-tendu chacun des événements profonds importants ayant frappé les États-Unis : celle de l'ouverture et celle de la domination répressive. Les origines de ce conflit remontent à la guerre de Sécession, ainsi qu'aux guerres indiennes du milieu du xix^e siècle – et avant celles-ci à la Révolution américaine.²³ Bien que cette conflictualité soit ancienne et permanente, en conclure que rien n'a changé récemment serait une erreur. Au contraire, les USA traversent actuellement une nouvelle crise suscitée par ce très vieil antagonisme.

Depuis la seconde guerre mondiale, le secret a été utilisé pour accumuler de nouveaux pouvoirs bureaucratiques classifiés, sous couvert de la planification d'urgence censée répondre aux désastres nationaux. Au sein même comme en dehors de l'État, ce programme est connu sous le nom de code de « Projet Jugement dernier ». Au début de la présidence Reagan, cette planification a été rebaptisée par une appellation trompeuse, la « Continuité du Gouvernement » (ou COG). Notamment développée par Oliver North, Donald Rumsfeld et Dick Cheney depuis le début des années 1980, la COG est en fait devenue le vecteur d'un important changement de gouvernement depuis son instauration le 11 septembre 2001. À l'origine, les pouvoirs répressifs extrêmes qui avaient été accumulés dans le cadre du Projet Jugement dernier furent développés afin de contrôler le reste du monde. À présent, les États-Unis eux-mêmes sont traités comme s'ils étaient un territoire occupé – et ce à un degré sans précédent.

Ces plans – initialement centrés sur une éventuelle décapitation du gouvernement des États-Unis à la suite d'une attaque nucléaire –, furent progressivement recalibrés afin de gérer le problème de la désobéissance civile, et plus particulièrement de la résistance de l'opinion publique états-unienne aux campagnes militaires à l'étranger. En effet, les plans de la COG furent modifiés sous l'administration Reagan afin de traiter le peuple des États-Unis comme une forme d'ennemi. Devant les Comités restreints du Congrès sur l'affaire Iran-Contra, Oliver North avait déclaré : « Nous n'avons pas perdu la guerre au Vietnam, nous l'avons perdue ici même, dans cette ville [c'est-à-dire Washington]. »²⁴ Ainsi, le Projet Jugement dernier a repris et élargi les directives de l'opération *Garden Plot* développées par l'armée US. Ce programme était destiné à gérer des manifestations anti-guerres et des émeutes urbaines qui, après l'assassinat de Martin Luther King Jr, avaient abouti à la création de ce que l'on appelle la « salle de guerre intérieure » du Pentagone (la « *domestic war room* », ou *Directorate of Civil Disturbance and Planning Operations* [DCDPO]). Les stratégies de la COG y ont également incorporé des plans du Département de la Justice, qui organisaient la mise en place d'un système de centres de détention pour des milliers de dissidents – ces derniers ayant été fichés pour être immédiatement arrêtés en cas d'urgence nationale.²⁵

Le résultat de cette planification de la COG fut un ensemble de mécanismes répressifs, préparés pen-

dant deux décennies par un groupe très restreint et élitiste, puis instaurés à partir du 11-Septembre. J'en discuterai dans le chapitre 3, en me référant à leur appellation officielle de « Continuité du Gouvernement » (c'est-à-dire les plans de la COG). Cet ensemble de mesures comprenait 1) la surveillance extrajudiciaire, ce qui a été confirmé par les révélations d'Edward Snowden ; 2) la détention arbitraire, incluant des dérogations sans précédent au droit de ne pas être emprisonné arbitrairement (l'*habeas corpus*) * et 3) des mesures inédites favorisant la militarisation de la sécurité intérieure et l'érosion du *Posse Comitatus Act* (une loi de 1876 interdisant au gouvernement fédéral d'avoir recours à l'armée dans l'application civile de la loi).

Depuis 2008, une brigade de combat de l'armée US a été déployée de façon permanente aux États-Unis. Sa mission principale consiste à être « mobilisée pour assurer la gestion des troubles civils et le contrôle des foules. »²⁶ Visiblement, la plupart des gens n'ont pas conscience que les citoyens des États-Unis ont vécu depuis 2002, comme la brigade en question, sous l'autorité d'un commandement militaire de l'*US Army* appelé le NORTHCOM.²⁷ Certains observateurs ont établi un parallèle entre le déploiement de cette unité en 2008 et l'année 49 av. J.-C., lorsque César et ses légions franchirent le Rubicon.

Il est probable que cette force reste déployée aux États-Unis, constituant alors un symbole ostensible de la militarisation de notre sécurité intérieure. Il faut donc espérer que le Congrès finisse par remplir les obligations que lui impose le *National Emergencies Act*, et qu'il mette fin à l'état d'urgence national sous lequel nous vivons depuis le 11-Septembre.

L'état profond américain

Les chapitres suivants constituent dans leur ensemble une tentative de définition de l'État profond américain – un système informel et complexe, qui est donc aussi chaotique mais néanmoins aussi puissant qu'un système météorologique. Depuis différentes perspectives, et avec certaines répétitions corroboratives, je tenterai de décrire la présence d'un trou noir transnational au cœur de nos principales difficultés politiques actuelles.

Il apparaît clairement que des forces profondes interviennent à certaines occasions pour modifier la trajectoire politique des États-Unis. Nous avons pu l'observer après que le Président Kennedy eut annoncé en 1963 sa décision de retirer les troupes états-uniennes du Vietnam. Nous pouvons également citer l'exemple des attaques du 11-Septembre, qui ont déclenché la guerre de terreur globale (également appelée dans cet ouvrage la guerre « contre » le terrorisme).²⁸ En revanche, il est bien plus difficile de prouver que ces interventions profondes ont un quelconque lien entre elles. Afin d'enquêter sur cette possibilité, il est nécessaire de mener des recherches au-delà des archives du domaine public, sur lesquelles les universités nous habituent à travailler.

Je tenterai de démontrer que, derrière les institutions ouvertes de l'État public et leurs archives consultables, il existe un système plus obscur et abyssal, qui n'est que partiellement reconnu et documenté : le système de l'État profond. Au cœur de celui-ci évoluent les différentes agences instituées à l'abri du contrôle du Congrès et de la vue du public, telles que la CIA, la NSA et le Commandement mixte pour les opérations spéciales créé en 1980 (JSOC pour *Joint Special Operations Command*). En théorie, la CIA a été instaurée en 1947 par une loi du Congrès. Mais en réalité, elle a été façonnée et imposée à un Président récalcitrant par des banquiers et des avocats de Wall Street, dont Allen Dulles. Je le montrerai dans le chapitre 2, où je décrirai le système de l'État profond dans le contexte de Wall Street et des supermajors (appelées « *Big Oil* » aux États-Unis). Dans le chapitre 3, j'expliquerai comment le programme peu remarqué du Projet Jugement dernier – c'est-à-dire les plans de la COG mis en œuvre le 11 septembre 2001 – ont contribué à la subordination de la Constitution des États-Unis par les différentes mesures de crise analysées ici (ces procédures étant toujours en place aujourd'hui).

Les chapitres 4, 5 et 6 analyseront les contrevérités dans les récits officiels de la guerre « contre » le terrorisme – une campagne militaire qui a été invoquée pour justifier les procédures d'urgence de la COG. Je montrerai en quoi le contexte de « guerre » a permis de masquer la protection d'importants agents d'al-Qaïda par de hauts responsables des gouvernements états-unien, saoudien et qatari – à partir des années 1990, et même après le 11-Septembre. Plus particulièrement, le chapitre 6 s'intéressera aux raisons cachées de la guerre de terreur lancée par les États-Unis depuis le 11-Septembre.

Le chapitre 7 démontrera dans quelle mesure les pouvoirs profonds se sont imposés aux différents Présidents des États-Unis depuis 1961. Cette analyse nous conduira à l'argument central du chapitre 8,

selon lequel il est plus probable que les événements profonds tels que le 11-Septembre – et avant celui-ci le Watergate ou l’assassinat de JFK – aient été l’œuvre de forces obscures issues de l’État profond, plutôt que d’éléments marginaux extérieurs au gouvernement. À un niveau plus obscur et abyssal, ils peuvent être considérés comme des séquences centrales et structurelles dans l’Histoire de l’État profond américain. Après quatre décennies de recherches, je peux également conclure qu’ils sont liés entre eux, notamment à travers le rôle récurrent – dans les coulisses de ces événements profonds – du réseau de communications de crise développé à travers ce que le Pentagone a appelé le « Projet Jugement dernier ».

Dans le chapitre 9, je reviendrai sur mon analyse de l’État profond. Je reprendrai alors certains éléments de cet ouvrage à la lumière des liens qu’entretiennent les États-Unis avec l’Arabie saoudite et d’autres États ou organisations (des connexions décrites en profondeur dans les chapitres 4 à 6). Mon analyse nous conduira à cette découverte fondamentale : des financements occultes, provenant des commissions versées dans le cadre d’importants contrats à long terme avec l’Arabie saoudite, « sont le dénominateur commun derrière chaque événement profond structurel (EPS) ayant affecté les États-Unis depuis (...) 1976 ». Ces EPS incluent l’Irangate (ou affaire Iran-Contra) et le 11-Septembre.

Afin de mieux comprendre l’offensive actuelle contre la démocratie états-unienne, les chapitres 10 et 11 décriront les toutes premières origines de la planification de la COG. C’est pourquoi j’analyserai la Peur rouge de 1919 ; les mesures de surveillance décidées par le directeur du FBI J. Edgar Hoover, qui étaient parfois illégales ; l’état d’urgence proclamé par le Président Truman durant la guerre de Corée ; ou encore le plan Huston de 1970 (un mémorandum de la Maison Blanche ayant été brièvement mis en œuvre, puisqu’il avait été jugé anticonstitutionnel et rejeté par John Mitchell, le ministre de la Justice – *Attorney General* – du Président Nixon).

Finalement, je rejoindrai celles et ceux qui perçoivent le déclin de la soi-disant *Pax Americana*, caractérisé par une course aux armements perpétuelle et un élargissement du recours à la violence militaire. Je comparerai ce déclin à celui – très similaire au phénomène actuel – de la *Pax Britannica* il y a un siècle. Aujourd’hui, nous devons mettre un terme à des politiques qui semblent aussi néfastes pour les États-Unis et le reste du monde qu’elles l’étaient à l’époque de l’Empire britannique. Le problème est que nos institutions sont à nouveau sous l’emprise d’une hystérie collective, comme ce fut le cas durant les raids de Palmer en 1919 ou les persécutions du maccarthysme dans les années 1950. La société civile doit œuvrer pour que le gouvernement US s’éloigne de l’hystérie et de l’illégalité, à l’image du réveil collectif ayant eu raison du maccarthysme. Cependant, pour reprendre le contrôle de leurs affaires politiques, les citoyens des États-Unis doivent comprendre les forces obscures de l’État profond et apprendre à les combattre.

Comme je le suggérerai à la fin de cet ouvrage, les États-Unis, à l’instar de la Grande-Bretagne, ont bien plus à offrir à l’humanité que le pouvoir violent.

* NdT : *L’habeas corpus* établit une liberté fondamentale, celle de ne pas être emprisonné sans jugement. En vertu de ce principe, toute personne mise en état d’arrestation a le droit de savoir pourquoi elle est arrêtée et de quoi elle est accusée. Alors que cette note est rédigée en mars 2015, l’un des plus anciens détenus de Guantánamo ne sait toujours pas ce que les autorités états-uniennes lui reprochent. En effet, comme l’a rappelé Peter Dale Scott en 2013, « la Commission sur le 11-Septembre, se basant sur des témoignages extirpés sous la torture, a qualifié Abou Zoubeida [ou ‘Abu Zubaydah’] de ‘lieutenant de Ben Laden’ et de ‘[numéro 3] d’al-Qaïda’. (...) Toutes ces accusations furent ensuite remises en cause et, jusqu’à présent, Zoubeida n’a jamais été inculpé. En 2009, d’après le *Washington Post*, il ‘n’était pas même un membre (...) d’al-Qaïda, selon [des informations issues] de documents juridictionnels et d’entretiens avec des sources des renseignements, de la police et de l’armée. (...) Un ancien responsable du Département de la Justice [a déclaré] : ‘Faire de cet homme [un leader d’al-Qaïda] est ridicule.’ La même année, le gouvernement des États-Unis lui-même, dans sa réponse contre la requête en *habeas corpus* de Zoubeida, décida explicitement de ne pas soutenir qu’il ‘était un membre d’al-Qaïda, ou qu’il était formellement identifié comme faisant partie de cette organisation.’ Quiconque ose remettre en cause la version gouvernementale du 11-Septembre se voit imposer le sobriquet de ‘complotiste’. » – Source : Peter Dale Scott, « America’s Unchecked Security State, Part I : The Toxic Legacy of J. Edgar Hoover’s Illegal Powers », Japanfocus.org, 29 avril 2013,

Je voudrais tout publier, tellement tout ça est important, notamment (chapitre 3) le projet d'enfermement de tous les Américains dissidents dans des camps de concentration : 800 camps FEMA aux USA, prêts à l'emploi dès que ça va péter, grâce à d'incroyables exercices militaires d'arrestations et d'enfermements massifs...

Pour moi qui travaille depuis dix ans sur les pouvoirs institués et sur le très nécessaire — et pas facile — contrôle de ces pouvoirs, sur la tendance universelle des pouvoirs à s'autonomiser (pour s'affranchir progressivement de tout contrôle), et sur l'importance cardinale de la vigilance citoyenne pour instituer et faire vivre une constitution digne de ce nom, vous imaginez comme ce livre est un formidable cas pratique de ce qui nous pend au nez demain si nous ne devenons pas VITE, à travers le monde, des citoyens constituants.

Bonne lecture.

Étienne.